

AGIR POUR LA SANTE DES FEMMES

Association régie par la Loi de 1901

18 rue Bernard Dimey

75018 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

AGIR POUR LA SANTE DES FEMMES

Association régie par la Loi de 1901

18 rue Bernard Dimey

75018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association AGIR POUR LA SANTE DES FEMMES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGIR POUR LA SANTE DES FEMMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous vous signalons que les documents sur la situation financière ne nous ont pas été communiqués. Par conséquent, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Malakoff, le 19 juin 2025

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Cédric BURGUIERE
Associé

Caroline DORIZON
Associée

Bilan Actif	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	129 820	77 456	52 363	46 500
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	6 413	-	6 413	6 200
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	596	-	596	1 040
TOTAL (I)	136 828	77 456	59 372	53 740
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours	7 750	-	7 750	-
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés	700	-	700	-
Créances reçu par legs ou donations				
Autres	470 914	-	470 914	501 016
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	604 604	-	604 604	401 053
Charges constatées d'avance	4 417	-	4 417	972
TOTAL (II)	1 088 386	-	1 088 386	903 040
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 225 214	77 456	1 147 758	956 781

Bilan Passif	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	213 489	174 569
Excédent ou déficit de l'exercice	29 016	38 921
Situation nette (sous total)	242 505	213 489
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	200 000	-
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	442 505	213 489
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	271 132	172 500
TOTAL (II)	271 132	172 500
PROVISIONS		
Provisions pour risques	10 000	-
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	10 000	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	87 309	110 392
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	126 000	111 685
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	497	2 880
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	210 314	345 834
TOTAL (IV)	424 121	570 791
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 147 758	956 781

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	2 030	1 400	630
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	700	790	(90)
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	428 152	485 352	(57 200)
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	30 101	137 641	(107 540)
Mécénats	366 832	-	366 832
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières	484 826	370 000	114 826
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 043	2 615	6 428
Utilisations des fonds dédiés	150 000	159 767	(9 767)
Autres produits	1 416	3 565	(2 148)
TOTAL (I)	1 473 100	1 161 131	311 969
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	52 409	17 537	34 872
Variation de stock	(7 750)	-	(7 750)
Autres achats et charges externes	317 553	264 712	52 840
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	37 155	22 803	14 352
Salaires et traitements	545 892	460 658	85 233
Charges sociales	213 114	166 521	46 593
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 988	5 890	5 098
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés	248 632	172 500	76 132
Autres charges	16 675	10 788	5 887
TOTAL (II)	1 434 666	1 121 409	313 257
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	38 434	39 722	(1 288)
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	188	1 091	(904)
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (III)	188	1 091	(904)
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (IV)	-	-	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	188	1 091	(904)

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	38 622	40 813	(2 191)
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	7 000	-	7 000
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	2 969	(2 969)
TOTAL (V)	7 000	2 969	4 031
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	6 606	4 861	1 745
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	10 000	-	10 000
TOTAL (VI)	16 606	4 861	11 745
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(9 606)	(1 892)	(7 713)
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	1 480 288	1 165 191	315 097
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 451 272	1 126 270	325 001
EXCEDENT OU DEFICIT	29 016	38 921	(9 905)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	7 075	26 135	(19 061)
Prestations en nature			
Bénévolat	18 337	59 295	(40 958)
TOTAL	25 411	85 430	(60 019)
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens	7 075	26 135	(19 061)
Prestations en nature			
Personnel bénévole	18 337	59 295	(40 958)
TOTAL	25 411	85 430	(60 019)

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées, et des moyens mis en œuvre.

L'association ADSF – Agir pour la Santé des Femmes a pour objet de garantir, sans condition, l'accès à une santé globale pour toutes les femmes en situation de grande exclusion, conformément à la définition de la santé par l'Organisation mondiale de la santé : un état de bien-être physique, mental et social. L'association œuvre pour que ces femmes puissent bénéficier de soins adaptés à leur genre, à leur histoire de vie et à leurs besoins spécifiques.

Implantée en Île-de-France et à Lille, l'ADSF développe une approche de proximité et d'aller-vers, en allant à la rencontre des femmes sur leurs lieux de vie (rue, campements, bidonvilles, hôtels sociaux, gares, métro, bois...) et en les accueillant dans ses lieux dédiés appelés « Repaires Santé », situés à Paris (Barbès et Porte de Saint-Ouen) et à Lille (Wazemmes). Les équipes mobilisées sont pluridisciplinaires et mixtes : sages-femmes, médecins, psychologues, travailleuses sociales, ainsi que des femmes Repaires et bénévoles formé·es à la médiation en santé.

Les actions mises en œuvre visent à répondre aux besoins prioritaires des femmes : accueil inconditionnel, écoute, orientation, accès aux soins, aux dépistages et à l'éducation à la santé. Une attention particulière est portée à la lutte contre la précarité menstruelle et à la mise à l'abri des femmes sans domicile en situation de très grande vulnérabilité. Les accompagnements proposés sont à la fois médicaux, psychologiques et sociaux, et s'inscrivent dans la durée pour permettre un véritable parcours de soins.

Fidèle à ses valeurs féministes, l'ADSF inscrit l'ensemble de ses actions dans une approche holistique et genrée de la santé, considérant que les parcours de vie, les corps, les vulnérabilités et les besoins des femmes doivent être pris en compte dans toutes leurs dimensions. La santé des femmes ne peut être pensée comme celle des hommes : leurs problématiques sont spécifiques, leur accès aux soins est souvent entravé, et leurs souffrances restent trop souvent invisibilisées, notamment dans les contextes de précarité.

Si l'ADSF est historiquement née autour des enjeux de santé maternelle et gynécologique, ses programmes se sont élargis au fil des années pour embrasser l'ensemble des questions de santé liées au genre féminin, en intégrant les problématiques de santé mentale, de violences sexistes et sexuelles, de santé sexuelle et reproductive, de nutrition, d'addictions ou encore d'isolement.

L'ADSF place au cœur de sa démarche une logique d'empowerment : les femmes accompagnées sont reconnues comme actrices de leur propre parcours. Accompagnées par les équipes, elles élaborent leurs projets de soins et d'émancipation, dans une dynamique de co-construction et d'autonomisation.

Dans toutes ses actions, l'ADSF défend une égalité réelle d'accès aux soins et dénonce les inégalités structurelles de prise en charge entre les femmes et les hommes. Elle s'inscrit dans une lutte globale contre les discriminations systémiques en matière de santé.

La défense des droits des femmes constitue ainsi une valeur fondatrice et incontournable de l'association, replacée dans le cadre plus large des droits humains universels, conformément à l'article 1er de la Déclaration universelle des droits humains : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. »

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADSF

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2024, dont le total est de 1 147 757,74 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 29 016,01 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période de 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 04/06/2025.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Fonds dédiés

Des subventions, contributions financières et du mécénat affectés par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisés à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisés en fonds dédiés lorsque la période financée pour l'action est achevée.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix de l'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivants le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

*Matériel de transport et aménagement de véhicules : 5 ans

*Matériel informatique : 3 à 5 ans

*Travaux : 15 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les outils informatiques (ordinateurs et téléphones) dont l'usage est inférieur à 1 an ne sont pas considérés.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Evénements et faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 a marqué une phase de consolidation et de structuration pour l'ADSF, dans la continuité des chantiers ouverts en 2023 à la suite de l'audit organisationnel. La direction a poursuivi la mise en œuvre des recommandations issues de ce diagnostic, en renforçant les pratiques internes de gestion, de coordination RH et de pilotage associatif.

Grâce à la stabilisation de l'équipe salariée, engagée dans la nouvelle dynamique portée par la gouvernance, les activités de terrain ont connu une reprise soutenue, avec un volume d'interventions en nette hausse, notamment en Île-de-France. L'équipe parisienne a atteint un niveau de saturation, ce qui a conduit à la préparation d'une nouvelle unité mobile, appelée à intervenir en renfort en petite couronne (92, 93, 94) dès 2025.

À Lille, l'année 2024 a été marquée par une étape importante de professionnalisation avec le recrutement d'une cheffe de service et la constitution d'une équipe salariée composée d'une sage-femme et d'une psychologue. Cette structuration annonce une montée en charge progressive des actions dans les Hauts-de-France dès 2025.

Par ailleurs, 2024 a vu l'organisation du premier séminaire national de l'ADSF. Ce temps fort a permis d'engager collectivement les équipes et les instances dans un travail de fond sur l'actualisation du projet associatif 2025–2030, en lien avec les valeurs, les pratiques et les enjeux de terrain.

L'année a également été marquée par la préfiguration des futurs locaux parisiens et lillois, prévue pour 2025. Ces nouveaux espaces visent à améliorer significativement les conditions de travail des salarié·es et l'accueil des femmes bénéficiaires.

En parallèle, un chantier stratégique sur l'évaluation de l'impact social de l'ADSF a été engagé en juin 2024. Ce travail, conduit avec l'appui d'un cabinet extérieur, vise à mieux objectiver les effets des actions menées et à affiner les indicateurs d'impact. Les résultats de cette démarche seront partagés en 2025.

L'année 2024 a également été marquée par l'élaboration d'un catalogue de prestations, visant à proposer des interventions ponctuelles ou régulières à la demande de structures partenaires (associations, collectivités, établissements médico-sociaux...). Ce nouveau volet d'activité permet à l'association de diffuser son expertise auprès d'un public élargi de femmes vulnérables, tout en contribuant à l'évolution de son modèle économique par la diversification de ses ressources.

Du point de vue des ressources humaines, l'année a été marquée par la dénonciation de la convention 405. Cette démarche s'est accompagnée d'un travail collectif autour d'une nouvelle convention interne, adoptée à l'unanimité par référendum. La mise en œuvre de cette nouvelle convention s'est accompagnée, en fin d'année, de la création d'un Comité social et économique (CSE), marquant une nouvelle étape dans la structuration du dialogue social au sein de l'ADSF.

L'année a aussi été marquée par une meilleure intégration des Femmes Repaires dans la vie associative : leur participation à des temps de travail collectifs (réunions d'équipe, supervisions, groupes de parole, ateliers) s'est accrue, en cohérence avec le projet associatif fondé sur l'empowerment et la co-construction.

Sur le plan partenarial, les relations avec les bailleurs ont été consolidées. La direction a poursuivi les rencontres régulières avec les financeurs pour maintenir et anticiper les soutiens. Des réunions de suivi ont également été organisées avec les partenaires opérationnels, en particulier ceux dont les conventions arrivaient à échéance, permettant des réajustements et des renouvellements anticipés.

Enfin, des travaux d'amélioration des locaux ont été réalisés. À Barbès, des aménagements ont permis d'améliorer l'accueil et les conditions de travail. À Saint-Ouen, des opérations de réorganisation et d'archivage ont été menées, dans la perspective d'une réouverture partielle de l'accueil sur rendez-vous à moyen terme.

Événements postérieurs à la clôture des comptes

Néant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	27 180			27 180
- Matériel de transport	51 619			51 619
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	34 170	16 851		51 021
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	112 969	16 851	-	129 820
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	6 200	213		6 413
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 040	56	500	596
Immobilisations financières	7 240	269	500	7 009
ACTIF IMMOBILISE	120 209	17 119	500	136 828

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	4 575	2 718		7 293
- Matériel de transport	50 327	1 010		51 337
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 567	7 260		18 827
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	66 469	10 988	-	77 456
ACTIF IMMOBILISE	66 469	10 988	-	77 456

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 482 340 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	6 413		6 413
Prêts			
Autres	596	596	
Créances de l'actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	470 914	466 914	4 000
Charges constatées d'avance	4 417	4 417	
Total	482 340	471 928	10 413
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	746
Total	746

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	DOCUMENTS DE SYNTHESE 2023	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau	174 569	38 921						213 489
Excédent ou déficit de l'exercice	38 921	(38 921)		29 016				29 016
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	213 489	0		29 016				242 505

Notes sur le bilan

Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES CORRESPONDANT A DES PROJETS SANS DEPENSE AU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subventions d'exploitation							
Ville de Paris 2022-11	60 000		60 000			0	
Contributions financières d'autres organismes							
Fonds L'OREAL 2024	50 000		50 000			0	
Fondation de France 2024-29		30 000				30 000	
Fondation Petit Frère des Pauvres 2024-11		50 000				50 000	
Ressources liées à la générosité du public							
ESSITY 2024	25 000		25 000			0	
ESSITY 2024-33		25 000				25 000	
Institut CERBA 2023-10	37 500		15 000			22 500	
Institut CERBA 2024-30		5 779				5 779	
MONOPRIX HOLDING 2024-19		137 853				137 853	
Total	172 500	248 632	150 000			271 132	

Notes sur le bilan

Provisions

Autres Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges				
Garanties données aux clients				
Pertes sur marchés à terme				
Amendes et pénalités				
Pertes de change				
Pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	0	10 000	0	10 000
Total	-	10 000	-	10 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice:				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		10 000		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 424 121 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunt obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunt (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 309	87 309		
Dettes fiscales et sociales	126 000	126 000		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	497	497		
Produits constatés d'avance	210 314	206 314	4 000	
Total	424 121	420 121	4 000	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	27 930
Dettes congés à payer	23 523
Personnels autres charges payées	10 439
Charges sociales sur congés payés	12 788
Taxe sur les salaires	25 555
Formation continue à payer	6 793
Total	107 027

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	4 417		
Total	4 417		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	210 314		
Total	210 314		

Notes sur le compte de résultat

Détail concours publics et subvention octroyées

	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention d'investissement
Union européenne			
Etat		313 152	
Collectivités territoriales		115 000	40 000
CAF			
Autres			160 000
Total		428 152	200 000

Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

	date de l'avantage ou de la ressource	personnalité juridique du contributeur	nature de l'avantage ou de la ressource	caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	mode de paiement	montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Etat						
Total Etat						

L'association n'a pas reçu de financement étranger durant l'exercice 2024.

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	N	N-1
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	188	1 091
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	188	1 091
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	-	-
Résultat financier	188	1 091

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Exploitation	Financier
Transferts de charges d'exploitation	9 043	
Total	9 043	

Notes sur le compte de résultat

Résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	150	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	4 696	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 760	
Autres charges exceptionnelles		
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés		
Créances devenues irrécouvrables		
Dotations provisions réglementées		
Dotations provisions risques & charges	10 000	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		
Produits exceptionnels sur opération de gestion		7 000
Produit de cession éléments de l'actif		
Subventions d'investissement virées au résultat		
Reprises provisions risques & charges		
Reprises provisions dépréciation créances		
Reprises provisions réglementées sur immobilisations		
TOTAL	16 606	7 000

Autres Informations

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 900,00 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Dons en nature	7 075	26 135
Prestations en nature		
Bénévolat	18 337	59 295
Total	25 411	85 430
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	7 075	26 135
Prestations		
Personnel bénévole	18 337	59 295
Total	25 411	85 430

Le mode de valorisation de l'activité des volontaires tient compte du temps réel passé par l'ensemble des membres de l'association dans le cadre de leurs activités respectives. Les contributions volontaires peuvent être comptabilisées au compte de résultat à la suite d'un recensement exhaustif.

La valorisation est indexée sur le SMIC.

Autres Informations

Tableau des effectifs

	N	N-1
Effectif au 31/12		
Hommes		
Femmes	18	14
Cadres	14	11
Non cadres	4	3

	CDD	CDI
Mouvement de personnel		
Entrées	10	2
Sorties	5	3